

## HATATBA (KOLÉA)

## La zone d'activité de Kandouri dans l'expectative

**L'agglomération rurale de Kandouri est implantée au cœur de la Mitidja. Elle est située à 15 kilomètres de la ville de Koléa et est distante de trois kilomètres à l'ouest de la ville de Hatatba.**

La proximité de Hatatba avec la zone de Kandouri la rend propice à une intense activité agricole, sachant qu'elle est proche et reliée par des voies d'accès routières à l'immense marché régional de gros qui y est implanté. Précisons, en outre, que le marché de gros de fruits et légumes de Hatatba, situé à 25 kilomètres au sud-est du chef-lieu de la wilaya de Tipasa, reste la seule structure commerciale officielle et régionale dédiée au commerce et aux transactions des produits agricoles. Ce marché de gros, qui a une vocation régionale et nationale, au sein duquel évoluent plus de 164 grossistes-mandataires, est doté d'une mercuriale quotidienne des prix, outil par excellence de la transparence des prix à la consommation.

Cette monumentale infrastructure commerciale est ultra sécurisée, notamment avec la dotation d'un système de surveillance et de télédétection électronique, et grâce aussi à l'existence de plusieurs dizaines de caméras qui balaient l'intérieur et l'extérieur du site. Ce marché constitue avec les marchés de Boufarik, de Rovigo et des Halles d'Alger le triangle utile de la Mitidja, par lequel transite la quasi-majorité des transactions de produits agricoles.

Sur les 43 marchés nationaux dédiés au commerce de gros de fruits et légumes, celui de Hatatba est l'un des plus importants, c'est un mastodonte en mesure de desservir plusieurs des 654 marchés de détail de fruits et légumes avec notamment les 623 marchés hebdomadaires disséminés au niveau national. Son immensité lui permet d'approvisionner cet ensemble de marchés, le centre algérien et les régions reculées du pays.

Nos sources nous révèlent que «le flux en tonnage quotidien est de 2 400 tonnes de marchandises/jour au maximum et environ 4 000 véhicules/jour».

D'autres sources bien informées nous affirment que la pro-

duction agricole, qui est estimée aujourd'hui à 130 millions de quintaux, transite par 40 marchés de gros, dont la surface totale n'excède pas 40 hectares. Or, les normes de la FAO estiment entre 40 à 50 millions de quintaux la production agricole moyenne. Pour l'Algérie, le surplus supporté par ces 40 marchés algériens est en dépassement de 60%», nous a déclaré un ancien cadre de l'agriculture, qui a ajouté que «devant ce constat, des mesures ont été adoptées, notamment la réalisation de nouveaux marchés de gros d'une superficie globale de 170 hectares dont 8 marchés auront à eux seuls plus de 40 hectares et dépasseront les superficies existantes».

Ce cadre a révélé, en outre, que ces marchés seront localisés à Mascara avec 30 hectares, à Aïn Defla avec 12 ha, Boumerdès, 30 ha, Sétif, 30 ha, Guelma 15 à 30 ha et Oued Athmania qui aura 20 ha. Au sud-est du pays, un autre pôle commercial regroupera Ouargla et Djelfa et plusieurs autres localités.

Une opération pilote est prévue à la wilaya de Boumerdès à Khemis-El-Khechna, où il sera proposé aux communes une gestion déléguée tout en imposant un cahier des charges à respecter par les différents opérateurs.

En marge de ce constat, force est de rappeler que les pouvoirs publics de la wilaya de Tipasa, en prévoyant la création d'une zone d'activité dédiée notamment à la transformation agricole, s'inscrivaient dans la perspective de recycler le surplus d'une production agricole régionale et nationale estimée à 60% des 130 millions de quintaux produits par l'agriculture.

Plusieurs investisseurs ont compris l'enjeu, notamment pour la tomate industrielle et les agrumes qui se trouvent être recyclés par certaines unités industrielles au niveau de l'est et du centre algériens. Précisons à ce



Photo : DR

titre que la wilaya de Tipasa compte 3 684 ha de vergers d'agrumes qui produisent 900 000 quintaux d'oranges Thomson et 205 200 quintaux d'oranges Washington.

Tipasa produit, en outre, 5 604 quintaux d'olives de table et 228 400 litres d'huile d'olive.

C'est justement en marge de ces résultats de la production agricole que des investisseurs algériens ont décidé en 2005 de lancer un immense projet de traitement de soja en vue d'obtenir des produits oléagineux, par système de trituration.

Lors d'une visite effectuée par l'ancien wali de Tipasa, en date du 30 août 2007, pour évaluer l'avancement des travaux de raccordement en gaz et électricité sur le site de la zone d'activité de Kandouri à Hatatba, d'une superficie de 10 hectares, force a été de constater qu'au mois de novembre 2016, le nouveau wali de Tipasa a été étonné, voire surpris, qu'un projet économique d'intérêt national d'une telle envergure se trouve toujours bloqué pour des problèmes d'accès, dus à des constructions illicites.

A ce titre, M. Moussa Ghellai, le wali de Tipasa, s'est insurgé en constatant «qu'un projet de cette importance se trouve inopérant à cause des constructions illicites». Ce haut responsable a été formel

et expéditif : chaque direction concernée a été instruite afin d'activer impérativement et dans les meilleurs délais le démarrage de cette zone d'activité et de lancer des projets qui y sont intégrés afin que tout obstacle devrait être levé dans le cadre de la loi.

Nous avons été informés par des gestionnaires de ce projet que

«l'obtention des produits oléagineux passe d'abord par l'obtention d'une farine qui va vers l'extraction de l'huile traitée des glycérides et l'obtention d'huiles brutes qui, à leur tour, seront raffinées, puis mises en bouteille, à travers 2 chaînes de fabrication qui vont produire 18 000 bouteilles à l'heure».

L'un de ces gestionnaires nous révéla en outre que «le site actuel de 6 hectares ne suffit pas, sachant que l'huile va être modifiée en margarine et en smen, en graisse et en crème glacée ainsi qu'une application spécifique, notamment la cire industrielle».

Ces gestionnaires nous révélèrent que lors du raffinage, il y a la production d'huiles acides qui servent à réaliser des détergents et des savons. Ces mêmes gestionnaires ont souhaité procéder à l'extension du site pour réaliser des stocks de grains de soja et envisager une production de tourne-sol. En ajoutant que l'effectif prévu par ce projet est de 500 emplois permanents et un effectif de démarrage de 160 agents.

Houari Larbi

## AÏN-TÉMOUCHENT

## 6 milliards pour l'aménagement urbain de Aïn-Laâlem

Les habitants de la localité de Aïn-Tolba, particulièrement ceux du quartier des 170 logements, ont demandé aux autorités locales d'intervenir pour prendre en charge leur quartier qui connaît actuellement une détérioration de toutes parts, à commencer par la route non goudronnée et le manque d'éclairage public.

Pour le problème du bitumage de la route, le président de l'APC M. Zenagui, dira que le projet de bitumage de la route a été suspendu pour raison de renouvellement du réseau d'eau potable qui devra être lancé prochainement, alors que le faible éclairage public est dû à la largeur des rues de la ville.

Pour leur part, les citoyens de la localité de Aïn-Laâlem ont, eux aussi, demandé à leurs responsables locaux d'entamer des travaux d'embellissement au quartier principal de la ville, qui est dans un état déplorable. Dans cette localité à forte densité en matière de population, l'aménagement urbain est négligé.

M. Rachid Belkadi, chef de service au niveau de l'urbanisme répondra que l'étude concernant l'aménagement urbain a été achevée, pour laquelle 6,5 milliards de centimes lui ont été consacrés ; cette enveloppe financière touchera le boulevard principal de la localité et concernera les travaux de bitumage et l'éclairage public, cependant, ce projet est tributaire du réseau de gaz de ville.

Dans cet ordre d'idées, 150 bénéficiaires de logements locatifs ont été relogés dans le village Mesli-Djurdjura où tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour le bon déroulement de cette opération, ceci dans l'attente de l'achèvement des projets des 150 et 100 logements sociaux dont les travaux de réalisation sont estimés à plus de 60% dans le chef-lieu de commune Aïn-Tolba.

S. B.

## Priorité à la main-d'œuvre locale pour le montage des voitures

Le ministère de l'Emploi a donné récemment son aval pour le recrutement de 67 ouvriers étrangers à la société Emin Auto de montage de voitures turco-algériennes implantée à la zone industrielle de Tamazoura, dans la daïra de Aïn-El-Arba.

C'est ce que le directeur de l'emploi de la wilaya de Aïn-Témouchent a déclaré dernièrement, et par là même, il y aura le recrutement de 240 autres ouvriers locaux.

Cette initiative vise à donner la priorité à l'expérience locale, ces postes devront concerner la réalisation du projet en question. Le même responsable a lancé à l'occasion un appel à tous les jeunes, qui sont intéressés par un poste, d'adresser leurs dossiers à l'agence de l'emploi de la daïra de Hammam Bou-Hadjar. Il ajoutera que la wilaya de Aïn-Témouchent connaît actuellement un bond en matière d'investissement dans la zone d'investissement de Tamazoura, cette zone devra créer quelque 7 000 postes d'emploi.

S. B.

## BLIDA

## L'Association nationale des parents d'élèves dénonce le boycott de l'administration de l'éducation

**Le bureau de wilaya de Blida de l'Association nationale des parents d'élèves vient de publier un communiqué dans lequel il dénonce énergiquement le boycott du corps administratif de l'éducation nationale qu'il qualifie d'«action perfide envers les parents», d'autant, est-il écrit dans le communiqué : «la remise des notes et des bulletins est un droit assuré par la Constitution pour l'élève».**

C'est en réponse aux différents appels du Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique, SNAPAP, quant à une grève que le bureau de Blida de l'association des parents d'élèves a réagi.

Pour le secrétaire général de ce bureau, «le marchandage sur les dos

des élèves est révolu», et qu'il est préférable d'aller vers une médiation et un règlement à l'amiable entre le Snapap et la Direction de l'éducation que de prendre en otage les élèves et leur refuser la réception des notes d'examens. «La non-remise des notes d'examens est une dérive et un

facteur de dégradation du processus éducatif qui, en définitive, est une punition gratuite envers les élèves et leurs parents», est-il souligné dans le communiqué.

Dans le même esprit, un exemple est donné sur les centaines d'élèves qui ont subi l'échec en raison de ce

boycott dont les répercussions sont plus que néfastes pour la suite du cursus scolaire, est-il écrit dans le communiqué.

Enfin, et sur un ton dur, le bureau de Blida de l'association nationale des parents d'élèves considère que cette grève est un acte «immoral et une démarche rétrograde pour un éducateur, car, est-il ajouté, toute forme de grève met en péril le parcours scolaire des adolescents».

M. B.